

Zoom sur ...

... le rapport semestriel de la Banque mondiale sur la situation économique et financière de la Côte d'Ivoire

Cette 8^{ème} édition fait un focus sur les enjeux de l'urbanisation, notamment la mobilité urbaine à Abidjan, la capitale économique du pays.

❖ Sur l'état de l'économie ivoirienne

La Banque mondiale rappelle que **pour la 7^{ème} année consécutive depuis 2012, le PIB de la Côte d'Ivoire a crû à rythme supérieur à 7%**, avec un taux attendu à 7,4% en 2018 grâce à la performance du secteur des BTP et le maintien de l'expansion des services de transport, ainsi que la consommation soutenue de produits pétroliers et de commerce de détail. Cette croissance soutenue s'est accompagnée d'une maîtrise de la plupart des variables monétaires et financières, avec notamment une inflation qui est restée autour de 1%.

En matière de finances publique, le rapport souligne la pertinence et la bonne orientation de la consolidation budgétaire en cours, conformément aux objectifs du programme soutenu par le FMI. **Le déficit budgétaire s'est amélioré en 2018, à 4% du PIB (contre 4,5% en 2017), et devrait davantage se contracter en 2019 pour se situer à 3%, soit à un niveau qui serait pour la 1^{ère} fois conforme à la norme UEMOA.** Les objectifs en matière de recettes fiscales ont été globalement atteints en 2018, même si **le taux de pression fiscale, autour de 16,5%, reste l'un des plus faibles de la zone UEMOA.**

En ce qui concerne la dette, le rapport précise que **son niveau a augmenté de 2,8% du PIB sur 2017-2018 pour atteindre 52,6% du PIB (y compris le C2D)**, avec une substitution partielle de la dette intérieure (-3,4% du PIB) par la dette extérieure (+6,2% du PIB).

Les perspectives de croissances restent favorables, avec un taux de croissance qui devrait rester autour de 7% en moyenne. Toutefois, les risques augmentent à mesure que l'on se rapproche de la prochaine élection présidentielle en 2020.

Pour relever maintenir cette trajectoire de croissance, la Banque a insisté sur l'urgence pour le pays de se trouver de nouveaux leviers d'expansion (gain d'efficacité ou de productivité) et de favoriser une croissance plus inclusive. Le rapport montre que le pays peut également compter sur un « allier de poids » : l'urbanisation

❖ Sur l'apport de l'urbanisation

Le rapport caractérise les enjeux de mobilité urbaine au sein de la ville d'Abidjan : **chaque jour, ce sont près de 4 Mds FCFA (6 M EUR) qui sont dépensés par les ménages dans les transports, soit l'équivalent de 1 200 Mds FCFA (1,8 Mds EUR) par an (4-5% du PIB).** Le transport représente ainsi le 3^{ème} poste de dépense, après la nourriture et le logement. Ces frais de transports nuisent à la compétitivité des entreprises. Les embouteillages génèrent d'importantes pertes de temps, de l'insécurité routière et de la pollution.

Le rapport pointe **trois raisons qui expliquent la difficile mobilité à Abidjan : (i) la déficience des infrastructures de transports, (ii) la quasi-absence de transport public et (iii) l'incivisme et le non-respect du code de la route.**

La Banque mondiale invite le gouvernement à agir efficacement et rapidement pour faciliter la mobilité urbaine à Abidjan. Elle fait dans cette optique, trois recommandations majeures :

- **définir une vision et un cadre de gouvernance moderne** pour le secteur des transports
- **développer un système de transport intégré et performant** (projet métro, construction de lignes BRT, extensions des capacités de la compagnie publique de transport SOTRA...)
- **utiliser massivement la technologie dans la gestion des flux de transports** (gestion des données, modélisation des flux, paiement digitalisé...)

Création d'une Bourse des matières premières agricoles (BMPA)

[Inscrite dans le cadre du Programme national d'investissement agricole II 2018-2025, la Bourse des matières premières agricoles \(BMPA\) devrait être opérationnelle en juillet 2020.](#) Elle devrait permettre aux producteurs de retirer un juste prix, d'avoir de la visibilité et de la stabilité et aux transformateurs de s'assurer un bon approvisionnement pour entraîner l'accélération des installations d'unités industrielles. Elle vise le développement de l'investissement et des financements. Les premiers produits concernés seront le maïs, la cola et l'anacarde. La BRVM est en charge de l'assistance technique pour la mise en place. Un programme de 3 mois de formation d'un millier d'acteurs publics et privés a été lancé le 5 février.

Bilan de l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest

[En Afrique les superficies ont progressé de 14% à 2,1 Mha \(20% au niveau mondial à 69,8 Mha\) mais ne représentent que 0,2% de la superficie agricole du continent.](#) La principale culture biologique est le café. 2,3% des superficies cacaoyères sont biologiques et les principaux pays ne sont pas les plus gros producteurs du continent. L'Afrique de l'Ouest ne représente que 17% des superficies bio africaines et ne figure pas parmi les champions en superficie (Tunisie), en nombre d'agriculteurs (Ouganda) ou en proportion (Sao Tome et Principe). En proportion de terres, la Sierra Leone surpasse le Togo, puis le Bénin et le Burkina devant la Côte d'Ivoire. La demande progresse de 12,5% sur un marché très concentré, 90% des ventes étant réalisées en Europe et en Amérique du Nord.

BURKINA FASO

International Business Bank inaugure son siège à Ouagadougou

[L'International Business Bank \(IB Bank\) a officiellement inauguré son siège le 16 février 2019 à Ouagadougou](#) et devient ainsi la 14^{ème} banque du pays. IB Bank pèse plus de 22 Mds FCFA (35 M EUR) et est une banque universelle qui intervient dans "la banque de détail, le corporate finance, la banque de marché et le financement de l'habitat", selon son Directeur général Raphael Kambou.

Le président du Burkina Faso en visite de travail en Allemagne

[Le président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré a effectué, les 20 et 21 février 2019,](#) une visite d'amitié et de travail, en Allemagne. Il a été notamment question des défis communs de développement et de sécurité. Pour rappel, l'Allemagne joue un rôle central au sein de l'Alliance Sahel, qui a fait une annonce de 1,3 Mds EUR dans le cadre du financement du Programme d'investissement prioritaire (PIP) et le Président Kaboré vient de prendre la Présidence du G5 Sahel.

CAP-VERT

Signature d'un accord de concession entre le gouvernement cap-verdien et Transinsular pour le transport maritime inter-îles

Avec la signature de cet accord, la compagnie portugaise Transinsular détient 51% du capital du concessionnaire du transport maritime inter-îles : Cabo Verde Inter-ilhas. Les 49% restants seront détenus par des armateurs nationaux : chacun des neuf armateurs ayant exprimé leur intérêt pour l'entreprise prendra une participation de 5,44%, soit 2,7 M CVE (25 000 EUR). L'Agence de réglementation des marchés publics a validé la procédure, malgré les contestations des armateurs nationaux.

COTE D'IVOIRE

Evaluation des techniques de production de la banane

Le 15 février, le Cirad a rendu public l'évaluation des techniques culturales en vigueur dans les exploitations industrielles de bananes dessert commanditée par le Fonds interprofessionnel pour la

recherche agricole (Firca). Elle visait les pratiques d'irrigation, de fertilisation des sols, de contrôle des maladies et ravageurs du bananier. Elle a permis de proposer des axes d'amélioration de la compétitivité et des techniques, notamment pour la lutte contre la cercosporiose et les champignons post-récolte, et d'identifier des innovations diffusables. La Côte d'Ivoire est le 1^{er} exportateur africain de banane dessert avec 303 000 t en 2017. La filière représente environ 3% du PIB et emploie plus de 7000 ouvriers.

Le secteur bancaire maintient sa dynamique de croissance soutenue

Le total bilan a atteint 16,8 Mds EUR en 2017, soit un peu plus du double de son niveau en 2012. Au niveau des emplois, deux postes sont à l'origine de ce dynamisme : les crédits à la clientèle et les titres de placement qui ont respectivement progressé de 14,3% et 10,4% à fin 2017 en g.a. La concurrence se renforce, mais le secteur reste concentré puisqu'un tiers des établissements détient près de 80% à la fois des actifs, des dépôts, du réseau et du marché des crédits. Les banques financent essentiellement les grandes entreprises, en large partie sur des crédits à court terme. La rentabilité du secteur reste soutenue, malgré la forte augmentation du coût du risque en 2017. La situation prudentielle semble s'être améliorée, avec le respect par la quasi-totalité des établissements du nouveau seuil minimum de capital social. La filiale ivoirienne de la Société générale, la SGBCI, demeure le leader du secteur.

GAMBIE

Lancement d'un projet de 35,5 M USD de réhabilitation de Banjul

Le Président gambien Barrow a lancé le 16 février un projet de 35,5 M USD de réhabilitation de Banjul, dans le cadre des activités pour la célébration du 54^{ème} anniversaire de l'indépendance. Le projet comprend la réhabilitation de 37 km de routes et des systèmes de drainage et de traitement des eaux usées à Banjul. Le contrat pour ce projet a été attribué à Gai Enterprises. L'Autorité nationale des routes et la Compagnie nationale d'eau et d'électricité supervisera les travaux, qui devraient commencer en 2019, pour une durée de cinq ans. Le projet, intégré dans le Plan de développement national 2018-2021, est financé par le gouvernement central.

GUINEE

Première usine de transformation industrielle d'anacarde

Le gouvernement a lancé le 16 février la première usine de transformation industrielle de noix de cajou du pays. Issue d'un investissement de la compagnie Diaouné et Frères, l'unité possède une capacité de traitement de 10 000 t de matière brute par an et fournit 500 emplois directs. La production annuelle de noix cajou a été 70 000 t en 2018. Désignée filière prioritaire pour le gouvernement, un programme visant l'appui et la distribution de semences aux producteurs a été lancé en 2016 pour dynamiser cette filière. L'objectif 2025 est fixé à 200 000 t. Elle occupe plus de 50 000 producteurs particulièrement dans le Nord du pays.

Etats généraux de la décentralisation

Sous le haut patronage du Président de la République, les états généraux de la décentralisation et du développement local se sont tenus du 14 au 15 février 2019 à Conakry. Au cours de ces assises qui ont réuni tous les élus locaux du pays, il a été question du transfert de certaines compétences aux collectivités locales pour assurer leur développement harmonieux. Comme prévu par le code minier, il sera désormais affecté à ces collectivités locales, 15 % des recettes minières du pays selon un système de péréquation. Dans son exposé devant ces élus locaux, le Président Alpha Condé a informé que pour cette année, 2 000 Mds GNF (environ 200 M EUR) seront affectés à cette opération et les fonds seront gérés par l'Agence nationale de financement des collectivités.

Décollage annoncé pour Guinea Airlines en 2019

Lors d'une conférence de presse, le ministre d'Etat en charge des transports a annoncé le démarrage prochain des activités de la compagnie aérienne Guinea Airlines courant 2019. Cette compagnie va assurer les liaisons des capitales régionales de la Guinée et desservir les pays de la

sous-région. Cette nouvelle compagnie sera détenue à 49% par Ethiopian Airlines et le reste par des privés guinéens. En marge de cette conférence, le ministre a également informé que le gouvernement envisage d'engager un vaste programme d'extension de l'aéroport international de Conakry avec pour objectif d'atteindre un million de passagers par an. En 2018, environ 527 000 passagers et 4 600 T de fret ont transité par l'aéroport de Conakry.

Trafic du Port Autonome de Conakry

Le trafic du port Autonome de Conakry a considérablement progressé entre 2010 et 2018. Selon le gouvernement, le transport maritime et fluvial a connu une progression de 71 % avec une fréquentation de 1 184 navires en 2018 contre 700 navires en 2010. Le trafic de marchandises est passé de plus de 6 000 000 de tonnes en 2010 à 10 700 000 de tonnes en 2018, soit une hausse de 56 %. Le trafic conteneurs est lui passé de 115 000 conteneurs en 2010 à 286 000 conteneurs en 2018.

Mise en circulation prochaine de nouveaux billets de banque

A partir du 1^{er} mars 2019, date anniversaire de la création de la monnaie guinéenne, la Banque centrale guinéenne mettra en circulation le nouveau billet de 2 000 GNF. Il sera également mis en circulation, un nouveau format du billet de 10 000 GNF, redimensionné selon le design des billets de la série 2015. Le design, les motifs et la texture des billets, comme les précédents, mettent en avant la modernité et l'ouverture de la Guinée sur l'extérieur.

MAURITANIE

Un financement additionnel de 7,07 M USD pour la sécurité alimentaire

[Le Fonds international du développement agricole \(FIDA\) a accordé un financement additionnel de 7,07 MUSD sous forme de don pour le Projet de développement de filières inclusives \(PRODEFI\).](#)

Cet appui additionnel renforce les objectifs de ce projet visant à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales les plus vulnérables. En 2017, le projet avait déjà obtenu un financement de 21 M USD de la même institution. La Mauritanie importe près de 60 % de ses besoins alimentaires principalement les céréales et l'insécurité alimentaire toucherait 24% des foyers mauritaniens. Le secteur agricole ne contribue qu'à hauteur de 14% du PIB.

Début des travaux du réseau de fibres optiques

[Les travaux pour la construction des tronçons du backbone national de télécommunication, de 1 650 km en fibre optique](#) et une boucle locale de 40 km au niveau de la capitale Nouakchott ont débuté. Le coût du projet est de 12 M USD, sur financement de la Banque mondiale dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie. WARCIP-Mauritanie a été lancé, en 2013, avec comme objectifs d'accroître la portée géographique des réseaux à large bande, stimuler leurs usages et réduire les coûts de services de communication.

NIGER

Le FIDA va financer le développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa

[Le Fonds international de développement agricole \(FIDA\) va financer le programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa à hauteur de 10,7 M EUR \(plus de 7 Mds FCFA\).](#) Cette enveloppe financière est composée d'un don de 5,3 M EUR (3,5 Mds FCFA) et d'un prêt du même montant. Ce programme a pour objectif de contribuer à assurer de manière durable la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux de la région de Diffa, située à l'extrême Est du Niger, juste au-dessus de la frontière avec le Nigeria.

Lancement officiel de la section nigérienne du Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel (PARIIS-NE)

Le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Albadé Abouba, a procédé le 15 février, au lancement officiel de la section nigérienne du Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel (PARIIS-NE). Financé par la Banque mondiale et l'Espagne, le projet a pour objectif d'améliorer les capacités de planification, d'investissement et de gestion, et d'accroître les

superficies aménagées dans 6 pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Au Niger, il vise l'aménagement de 4.710 ha dont 500 ha en grande irrigation, la réalisation et la réhabilitation de 50 ouvrages de mobilisation des eaux et la couverture de 9.700 bénéficiaires directs dont 35% de femmes. Les activités liées au projet PARIIS-Niger se tiendront dans 12 départements et 19 communes des régions d'Agadez, de Dosso, de Tillabéry et de Tahoua, pour un total de 25 sites.

TOGO

Nouvelles nominations à l'Office togolais des recettes

Deux nouvelles nominations sont intervenues au sein de l'OTR (Office togolais des recettes), administration fiscale créée en 2014 qui a consacré la fusion des régies douanes et impôts. M. Philippe Kokou TCHODIE (ex commissaire des services généraux de l'OTR) prend la tête de l'institution, en étant nommé Commissaire général par intérim de la structure, en remplacement de M. Kodjo ADEDZE qui est récemment devenu Ministre du commerce, de l'industrie et du développement du secteur privé. La seconde nomination intervient au poste de commissaire des douanes et droits indirects, désormais occupé par M. Atta-Kakra Koawo ESSIEN (ex directeur des opérations douanières régionales de l'OTR). Le commissariat des impôts reste quant à lui toujours dirigé par M. Essowavana ADOYI.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.)	11,4	19,5	0,5	25,6	2,2	13,3	1,7	19,5	4,0	19,3	16,3	8,0	121,3	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds\$)	10,5	14,3	2,0	45,9	2	11,5	1,5	17	5,2	9,5	24,2	5,3	128,6	1 645,3
PIB / Hab (\$)	923	734	3 622	1 791	740	865	852	892	1 310	489	1 485	668	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%)	6,0	5,9	4,3	7,4	5,4	5,8	4,5	5,1	2,5	5,3	7,0	4,7	6,4	3,1
Inflation (%)	2,3	2,0	1,0	1,7	6,2	8,2	2,0	2,5	3,8	3,9	0,4	0,4	1,8	8,6
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB)	-4,7	-5,0	-3,1	-3,8	-2,5	-2,2	-2,6	-3,3	0,2	-5,9	-3,5	-3,2	-4,0	-4,2
Dettes publiques (%PIB)	56,8	41,2	130,0	48,8	82,8	40,4	55,3	36,9	96,5	46,3	50,4	75,7	48,3	48,5
Pression fiscale (%PIB)	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-11	-9	-9	-5	-13	-21	-4	-7	-16	-16	-8	-9	-8	-3
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque